ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 21 juin 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "portant le statut pécuniaire des militaires de carrière",et sur un projet d'arrêté du Régent "modifiant l' arrêté du Régent du 21 février 1950 fixant les rémunérations des officiers et militaires appointés de rang subalterne de la force navale", a donné en sa séance du 10 juillet 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e Juni 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende geldelijk statuut van de beroepsmilitairen", en over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende wijziging van het besluit van de Regent van 21 Februari 1950 tot vaststelling van de bezoldiging der officieren en der weddetrekkende militairen van lagere rang bij de zeemacht", heeft ter zitting van 10 Juli 1950 het volgend advies gegeven :

Etant donné l'intention du Gouvernement de soumettre à un statut pécuniaire identique les militaires de la force navale et les autres militaires, le Conseil d'Etat propose de fusionner les deux projets en un texte unique.

Le texte ci-après proposé comporte quelques modifications qui répondent aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exprimées.

ARRETE DU REGENT PORTANT LE STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL DE CARRIERE DES FORCES ARMEES ET DE LA GENDARMERIE, ADMIS AU REGIME DU TRAITEMENT.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 21 juin 1949 portant statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés du Régent du 16 mars et du 2 juin 1950

Vu l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 relatif aux allocations familiales allouées au personnel rétribué par l'Etat;

Vu l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

Considérant qu'il est souhaitable de grouper toutes les dispositions qui régissent la situation pécuniaire du personnel de carrière des forces armées et de la gendarmerie, admis au régime du traitement;

../..

Considérant qu'il importe de régler cette situation d'après les principes qui ont inspiré l'arrêté du 21 juin 1949 précité, et de modifier les barèmes de traitements des majors et des adjudants;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 1948 et le 6 décembre 1948;

Vu l'accord du Premier Ministre, donné le 20 août 1949;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - Dispositions organiques.

Article 1er.-

Le présent arrêté règle le statut pécuniaire du personnel de carrière des forces armées et de la gendarmerie, admis au régime du traitement.

Article 2.-

Pour l'application du présent arrêté, le personnel de carrière des forces armées et de la gendarmerie comprend:

1° les officiers des cadres actifs;
2° les sous-officiers de carrière;
3° les militaires de rang subalterne qui font carrière dans les forces armées ou dans la gendarmerie à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement;
4° les aumôniers militaires.

../..

Article 3.-

Les militaires de rang subalterne qui contractent un engagement volontaire sont admis au régime du traitement, après avoir accompli un temps de service égal au terme minimum de service actif imposé aux miliciens de la classe correspondant au millésime de l'année au cours de laquelle ils se sont enrôlés. Toutefois, les miliciens exonérés du terme de service actif sont admis au régime du traitement à partir du jour où prend cours leur engagement.

Les miliciens en activité de service, les militaires en congé illimité et les hommes dégagés de leurs obligations militaires sont, lorsqu ils contractent un rengagement admis au régime du traitement à partir du jour où prend cours ce rengagement.

Les membres de la gendarmerie sont admis au régime du traitement dès leur entrée en service.

Les militaires, élèves de l'Ecole des cadets, ne peuvent être admis au régime du traitement durant leur séjour dans cette école.

Article 4.-

Les barèmes des traitements annuels qui rémunèrent les diverses fonctions du personnel de carrière des forces armées et de la gendarmerie sont fixés conformément au tableau I annexé au présent arrêté.

Article 5.-

Le traitement de tout militaire régi par le présent arrêté est fixé dans le barème attaché à son grade.

L'assimilation des grades se fait conformément au tableau II annexé au présent arrêté.

../..

Article 6.-

Tout militaire admis au régime du traitement reçoit le traitement minimum afférent au grade dont il est revêtu.

Toutefois, dans la détermination du premier traitement des militaires de carrière de rang subalterne, il est tenu compte des services accomplis sous le régime de la solde.

Article 7.-

Les militaires en activité de service dans l'armée de terre, la force aérienne ou la force navale, qui sont admis au corps de gendarmerie reçoivent, dans le barème du grade avec lequel ils sont admis au corps, un traitement correspondant au taux immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans le barème du grade délaissé.

Les militaires en congé illimité qui sont admis au corps de gendarmerie reçoivent, dans le barème du grade avec lequel ils sont admis au corps, un traitement correspondant au taux immédiatement supérieur à celui dont ils auraient bénéficié s'ils avaient contracté un rengagement dans les forces armées.

Lorsque le traitement maximum du barème du grade avec lequel un militaire est admis au corps de gendarmerie est inférieur au traitement dont il bénéficiait à l'armée de terre, à la force aérienne ou à la force navale, ce dernier traitement lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Article 8.-

Lors du passage d'un militaire ou d'un ancien militaire de rang subalterne de la gendarmerie à l'armée de terre, à la force aérienne ou à la force navale, les services accomplis dans les différents grades à la gendarmerie sont

../..

considérés,pour la détermination de son traitement, comme ayant été accomplis dans les grades correspondants des forces armées.

Article 9.-

En cas de nomination à un grade supérieur, le militaire obtient, dans le barème de ce grade, le traitement immédiatement supérieur à celui dont il bénéficiait dans le barème du grade délaissé. Cette disposition reste applicable lorsqu'un même barème est attaché à des grades différents.

En cas de nomination à un grade équivalent, le militaire obtient, dans le barème de ce grade, un traitement égal à celui dont il bénéficiait dans le barème du grade délaissé. A défaut de concordance, il obtient le traitement immédiatement supérieur. Dans les deux cas, le traitement nouveau lui est attribué avec prise de rang à la même date que le traitement ancien.

Lorsqu'un militaire est replacé dans un grade inférieur, il est considéré, pour la détermination de son traitement, comme ayant été revêtu de son nouveau grade pendant la période passée dans le ou les grades supérieurs.

Article 10.-

L'avancement de traitement est accordé le 1er janvier ou le 1er juillet qui suit l'échéance des délais fixés par les barèmes.

Sont supputées dans les délais pour l'avancement, les périodes pendant lesquelles le militaire bénéficie de son traitement d'activité, ainsi que celles pendant lesquelles il conserve ses titres à l'avancement de traitement.

Si l'échéance d'un délai visé à l'alinéa 1er est suspendue par l'existence d'une période non supputée pour l'avancement, il est fait appel à toute période supputable

../..

en vertu de l'alinéa précédent et qui n'aurait pas été prise en considération antérieurement pour l'avancement de traitement dans le barème du grade.

Article 11.-

Par dérogation à l'article 10 du présent arrêté, les délais fixés par les barèmes sont écourtés, pour les militaires visés à l'article 6 et à l'article 9, alinéa 1er, du présent arrêté, dans la mesure nécessaire pour qu'ils obtiennent à tout moment, dans le barème du grade supérieur, le traitement immédiatement supérieur à celui dont ils eussent bénéficié à défaut de nomination à ce grade.

Article 12.-

En cas de modification du barème d'un grade ou d'une disposition du présent statut, tout traitement établi compte tenu de ce barème ou de cette disposition est fixé comme si le barème nouveau ou la disposition nouvelle avait toujours existé.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont le militaire bénéficiait à la date de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Article 13.-

L'Etat retient mensuellement sur le traitement du militaire qui, du chef de ses fonctions, bénéficie d'avantages en nature à charge du Trésor et notamment du logement, du chauffage, de l'éclairage et de la nourriture, une somme forfaitaire représentant la valeur de ces avantages.

Cette somme est fixée, en ce qui concerne le logement, à 10 p.c. du montant brut du traitement moyen, pour le militaire marié dont la famille est logée dans des bâtiments de l'Etat, ou pour le militaire célibataire qui bénéficie

../..

d'un logement pour militaire marié. Elle est fixée à 12,5 p.c. de ce montant si les avantages comportent, en outre, le chauffage et l'éclairage.

Le traitement moyen est déterminé, pour l'application de l'alinéa précédent, par la moyenne arithmétique des traitements minimum et maximum du barème du grade.

La retenue est fixée à 75 francs par mois à charge du militaire célibataire qui bénéficie d'un logement pour célibataire, fourni par l'Etat. Cette retenue n'est pas appliquée aux marins embarqués à bord des unités navigantes.

La contrevaleur des autres avantages en nature est fixée dans chaque cas par le Ministre de la Défense nationale, avec l'accord du ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions.

Article 14.-

L'article 13 n'est pas applicable :

1° aux gendarmes casernés;

2° aux concierges qui, à ce titre, bénéficient à l'exclusion de tout traitement, de la gratuité du logement, du chauffage et de l'éclairage.

Le Ministre de la Défense nationale détermine, avec l'accord du ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions, les conditions requises pour qu'un gendarme soit considéré comme caserné.

Article 15.-

Le traitement du militaire âgé de moins de dix-huit ans est réduit de 10 p.c.

Article 16.-

Le traitement des militaires est payé mensuellement et par anticipation.

../..

Le militaire admis au régime du traitement au cours d'un mois obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement qu'il reste de jours à courir à partir de celui de l'admission au traitement inclusivement.

Lorsqu'une des nominations visées à l'article 9 du présent arrêté sort ses effets au cours d'un mois, le traitement qui en résulte n'est attribué qu'à dater du premier jour du mois suivant.

En cas de cessation de ses fonctions au cours d'un mois, le militaire obtient, pour ce mois, autant de trentièmes de son traitement qu'il a couru de jours jusqu'à celui de la cessation inclusivement.

Toutefois, pour le militaire qui est admis à la retraite ou qui décède, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à répétition.

Article 17.-

Les traitements des militaires régis par le présent arrêté sont majorés ou réduits de 5 p.c. par tranche de vingt points de hausse ou de baisse de l'index moyen des prix de détail du Royaume.

La première majoration de 5 p.c. est accordée quand l'index du pénultième mois atteint 410.

La première réduction de 5 p.c. est opérée quand l'index du pénultième mois descend à 350 ou en dessous.

CHAPITRE II. - Dispositions transitoires et dispositions finales.

Article 18.-

Pour la période du 1er juillet 1948 au 31 mars 1950 les militaires de carrière bénéficient des allocations familiales conformément aux dispositions qui étaient prévues

../..

pour le personnel des administrations de l'Etat par l'article 13 de l'arrêté du Régent du 21 juin 1949.

Le montant mensuel du supplément aux allocations familiales, prévu à l'article 13 précité, est porté respectivement pour le troisième et le quatrième enfant, à 118,50 francs et 122,50 francs pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1948.

Article 19.-

Pour la période du 1er juillet 1948 au 31 décembre 1949, les militaires appointés bénéficient des allocations de foyer et de résidence conformément aux dispositions qui étaient prévues pour le personnel des administrations de l'Etat par l'article 14 de l'arrêté du Régent du 21 juin 1949.

Article 20.-

Les militaires de rang subalterne qui, durant une période de leur carrière, ont été revêtus soit du grade de sergent-fourrier (maréchal des logis fourrier), soit du grade de sergent-major (maréchal des logis chef), sont considérés, pour la détermination de leur traitement, comme ayant été revêtus respectivement pendant cette période des grades de premier sergent (premier maréchal des logis) et de premier sergent-major (premier maréchal des logis chef).

Article 21.-

Dans la détermination du traitement du personnel de carrière des forces armées et de la gendarmerie, il est tenu compte des services accomplis dans les forces armées alliées au cours des opérations de la guerre 1940-1945, pour autant que ces services soient reconnus comme services militaires par le Ministre de la Défense nationale.

../..

Article 22.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 fixant les rémunérations des officiers et militaires appointés de rang subalterne de l'armée et de la gendarmerie, ainsi que les arrêtés du Régent, qui le modifient, des 4 janvier, 2 avril, 5 juin, 17 juin et 11 septembre 1947, des 24 mars, 18 août et 27 novembre 1948 et du 29 décembre 1949;

2° les dispositions du règlement relatif aux traitements, soldes et indemnités diverses ainsi qu'aux droits du personnel de l'armée et de la gendarmerie aux allocations et prestations en deniers et en nature, approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931, qui sont contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 23.-

L'arrêté du Régent du 21 février 1950 fixant la rémunération des officiers et militaires appointés de rang subalterne de la force navale est abrogé à la date du 1er mars 1950.

La supputation des services visés à l'article 3 du susdit arrêté ne peut avoir pour effet l'attribution d'un traitement supérieur à celui qui eût résulté de l'application au 1er février 1946 des dispositions de l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946, et au 1er juillet 1948 de celles du présent arrêté.

Article 24.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er juillet 1948, sauf pour la force navale à laquelle il n'est applicable qu'à partir du 1er mars 1950.

Toutefois, les dispositions de l'article 3 et de l'article 16, alinéa 2, du présent arrêté ne sortent leurs

../..

effets qu'à partir du 7 janvier 1950. Pour la période du 1er juillet 1948 au 6 janvier 1950, l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 reste applicable aux matières régies par ces dispositions.

Article 25.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

o

o o

TABLEAU I.

Barèmes.

A. Officiers.

B. Militaires de rang subalterne.

1. Armée de terre, force aérienne et force navale.

2. Gendarmerie.

C. Aumôniers militaires.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Régent du .....

TABLEAU II.

Assimilation des grades.

Armée de terre et force aérienne	Force navale.			Gendarmerie.
	Personnel de pont	Personnel technicien	Personnel des services	
----	----	----	----	----

Vu pour être annexé à l'arrêté du Régent du .....

Daar de Regering voornemens is voor de militairen van de zeemacht een identiek geldelijk statuut tot stand te brengen als voor de andere militairen, stelt de Raad van State voor, de twee ontwerpen tot één enkele tekst om te werken.

In de hierna voorgestelde tekst komen enige wijzigingen voor die overeenstemmen met de bedoelingen van de Regering, zoals die werden uiteengezet.

BESLUIT VAN DE REGENT HOUDENDE GELDELIJK STATUUT VAN HET BEROEPSPERSONEEL DER KRIJGSMACHT EN DER RIJKSWACHT, DAT TOT HET WEDDESTELSEL IS TOEGELATEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 houdende geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 16 Maart en van 2 Juni 1950;

Gelet op het besluit van de Regent van 16 Maart 1950 betreffende de kinderbijslagen toegekend aan het door de Staat bezoldigd personeel;

Gelet op het besluit van de Regent van 16 Maart 1950 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan zekere categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;

../..

Overwegende dat het wenselijk is alle bepalingen te groeperen, die van toepassing zijn inzake de geldelijke toestand van het tot het weddestelsel toegelaten beroepspersoneel der krijgsmacht en der rijkswacht;

Overwegende dat het van belang is die toestand te regelen volgens de beginselen die ten grondslag liggen aan het voornoemd besluit van 21 Juni 1949, en de weddeschalen der majoors en adjudanten te wijzigen;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven de 22e October 1948 en de 6e December 1948;

Gelet op het akkoord van de Eerste-Minister, gegeven de 20e Augustus 1949;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en op het advies van de in Raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I - Organieke bepalingen.

Artikel 1.-

Dit besluit regelt het geldelijk statuut van het tot het weddestelsel toegelaten beroepspersoneel der krijgsmacht en der rijkswacht.

Artikel 2.-

Voor de toepassing van dit besluit behoren tot het beroepspersoneel der krijgsmacht en der rijkswacht :

1° de officieren der actieve kaders;

2° de beroepsonderofficieren;

3° de militairen van lagere graad die, ingevolge een dienstneming of wederdienstneming, bij de krijgsmacht of de rijkswacht hun loopbaan hebben;

Artikel 3.-

De militairen van lagere graad die vrijwillig dienst nemen, worden tot het weddestelsel toegelaten na een dienst te hebben gedaan van dezelfde duur als de minimumtermijn van actieve dienst, opgelegd aan de miliciens van de klasse die overeenstemt met het jaartal van hun eigen dienstneming. Evenwel worden de miliciens, die van de termijn van actieve dienst zijn vrijgesteld, tot het weddestelsel toegelaten van de dag waarop hun dienstneming ingaat.

De miliciens in actieve dienst, de militairen met onbeperkt verlof en de manschappen die van hun dienstplicht zijn ontslagen, worden, in geval van wederdienstneming, tot het weddestelsel toegelaten van de dag waarop die wederdienstneming ingaat.

De leden van de rijkswacht worden tot het weddestelsel toegelaten onmiddellijk bij hun indiensttreding.

De militairen die leerling zijn aan de Cadettenschool kunnen, gedurende hun verblijf in die school, niet tot het weddestelsel worden toegelaten.

Artikel 4.-

De schalen der jaarwedden ter bezoldiging van de onderscheiden functies van het beroepspersoneel der krijgsmacht en der rijkswacht worden vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel I.

Artikel 5.-

De wedde van elke aan dit besluit onderworpen militair is vastgesteld in de schaal verbonden aan zijn graad.

De gelijkstelling der graden geschiedt overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel II.

.../...

Artikel 6.-

Iedere tot het weddestelsel toegelaten militair ontvangt de minimumwedde verbonden aan de graad waarmede hij is bekleed.

Bij het vaststellen van de eerste wedde der beroepsmilitairen van lagere graad wordt evenwel rekening gehouden met de dienst, gedaan onder het soldijstelsel.

Artikel 7.-

De militairen in actieve dienst bij het landleger, de luchtmacht of de zeemacht, die in het rijkswachtkorps worden opgenomen, ontvangen in de schaal van de graad waarmede zij in het korps worden opgenomen een wedde, overeenstemmend met het bedrag onmiddellijk boven dat, hetwelk zij in de schaal van de verlaten graad genoten.

De militairen met onbepaald verlof, die in het rijkswachtkorps worden opgenomen, ontvangen in de schaal van de graad waarmede zij in het korps worden opgenomen een wedde onmiddellijk boven die, welke zij bij wederdienstneming in de krijgsmacht zouden genoten hebben.

Wanneer de maximumwedde van de schaal van de graad, waarmede een militair in het rijkswachtkorps wordt opgenomen, lager is dan de wedde die hij genoot bij het landleger, de luchtmacht of de zeemacht, behoudt hij deze laatste wedde tot hij een ten minste gelijke wedde bekomt.

Artikel 8.-

Wanneer een militair of een gewezen militair van lagere graad overgaat van de rijkswacht naar het landleger, de luchtmacht of de zeemacht, wordt de dienst, in de onderscheiden graden van de rijkswacht gedaan, voor de vaststelling der wedde beschouwd als gedaan in de overeenstemmende graden van de krijgsmacht.

.../...

Artikel 9.-

Bij benoeming in een hogere graad bekomt de militair, in de schaal van deze graad, de wedde onmiddellijk boven die welke hij in de schaal van de verlaten graad genoot. Deze bepaling blijft van toepassing wanneer een zelfde schaal verbonden is aan verschillende graden.

Bij benoeming in een gelijkwaardige graad bekomt de militair, in de schaal van deze graad, een wedde gelijk aan die welke hij in de schaal van de verlaten graad genoot. Bij gebrek aan overeenstemming bekomt hij de onmiddellijk hogere wedde. In beide gevallen wordt de nieuwe wedde hem toegekend met rangneming op dezelfde datum als de vroegere wedde.

Wanneer een militair in een lagere graad wordt teruggeplaatst, wordt hij voor de vaststelling van zijn wedde geacht met zijn nieuwe graad bekleed te zijn geweest tijdens de periode in de hogere graad of graden doorgebracht.

Artikel 10.-

De bevordering tot een hogere wedde wordt verleend de 1e Januari of de 1e Juli volgend op het verstrijken van de door de schalen vastgestelde termijnen.

In de termijnen voor de bevordering worden aangerekend de perioden gedurende welke de militair zijn activiteitswedde geniet,alsmede die gedurende welke hij zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt.

Indien het verstrijken van een termijn zoals bedoeld in het eerste lid geschorst is door het bestaan van een niet voor de bevordering aangerekende periode, wordt in aanmerking genomen elke periode die,krachtens het vorige lid,kan aangerekend worden en die vroeger niet in aanmerking werd genomen voor de bevordering tot een hogere wedde in de schaal van een graad.

../...

Artikel 11.-

In afwijking van artikel 10 van dit besluit, worden de door de schalen bepaalde termijnen verkort voor de militairen bedoeld in artikel 6 en in artikel 9, eerste lid, van dit besluit, voor zover zulks nodig is om hun te allen tijde in de schaal van de hogere graad de wedde te doen bekomen onmiddellijk boven die, welke zij zouden genoten hebben waren zij niet benoemd in deze graad.

Artikel 12.-

In geval van wijziging van de schaal van een graad of van een bepaling van dit statuut wordt elke wedde, vastgesteld met inachtneming van die schaal of die bepaling, vastgesteld alsof de nieuwe schaal of bepaling steeds had bestaan.

Indien de aldus vastgestelde wedde lager is dan die welke de militair genoot op de datum van het wijzigingsbesluit, behoudt hij de hoogste wedde tot hij een ten minste gelijke wedde bekomt.

Artikel 13.-

Op de wedde van de militair die uit hoofde van zijn functie voordelen in natura ten laste van de Schatkist geniet, onder meer vrije woning, vuur, licht en voeding, houdt de Staat maandelijks een forfaitaire som in, die de waarde van die voordelen vertegenwoordigt.

Deze som wordt, wat de vrije woning betreft, bepaald op 10 t.h. van het brutobedrag der gemiddelde wedde voor de gehuwde militair wiens gezin in de gebouwen van de Staat gehuisvest,is of voor de ongehuwde militair die vrije woning voor gehuwd militair geniet. Zij wordt op 12,5 t.h.

.../...

van dat bedrag bepaald,indien in die voordelen bovendien vuur en licht begrepen zijn.

Voor de toepassing van het voorgaande lid wordt de gemiddelde wedde bepaald door het rekenkundig gemiddelde van de minimum- en de maximumwedde van de schaal van de graad.

De korting wordt bepaald op 75 frank per maand ten laste van de ongehuwde militair die een door de Staat verstrekte vrije woning voor ongehuwde geniet. Deze korting wordt niet toegepast op de zeelieden ingescheept aan boord van de varende eenheden.

De tegenwaarde van de andere voordelen in natura wordt voor elk geval vastgesteld door de Minister van Landsverdediging, met bewilliging van de minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort.

Artikel 14.-

Artikel 13 is niet van toepassing :

1° op de gekazerneerde rijkswachters ;

2° op de huisbewaarders die uit dien hoofde, met uitsluiting van elke wedde, kosteloos vrije woning, vuur en licht genieten.

De Minister van Landsverdediging bepaalt, met bewilliging van de minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort, in welke omstandigheden een rijkswachter wordt geacht gekazerneerd te zijn.

.../...

Artikel 15.-

De wedde van de militair die geen achttien jaar oud is, wordt verminderd met 10 t.h.

Artikel 16.-

De wedde der militairen wordt maandelijks en vooruit betaald.

De militair die in de loop van een maand tot het weddestelsel wordt toegelaten, bekomt voor die maand zoveel dertigste van zijn wedde als er nog te lopen dagen overblijven te rekenen van de dag der toelating tot de wedde, deze dag inbegrepen.

Wanneer een der benoemingen ,in artikel 9 van dit besluit vermeld, uitwerking heeft in de loop van een maand, wordt de er mede verband houdende wedde slechts met ingang van de eerste dag der volgende maand toegekend.

In geval van neerlegging der functies in de loop van een maand, bekomt de militair, voor deze maand, zoveel dertigste van zijn wedde als er dagen verlopen zijn tot en met de dag der neerlegging.

Echter wordt, voor de militair die op rust gesteld wordt of komt te overlijden, de wedde der lopende maand niet teruggevorderd.

Artikel 17.-

De wedden van de aan dit besluit onderworpen militairen worden verhoogd of verminderd met 5 t.h. per schijf van twintig punten stijging of daling van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen voor het Rijk.

.../..

De eerste verhoging met 5 t.h. wordt toegekend wanneer het indexcijfer van de voorlaatste maand 410 bereikt.

De eerste vermindering met 5 t.h. wordt toegepast wanneer het indexcijfer van de voorlaatste maand tot 350 of lager daalt.

HOOFDSTUK II.- Overgangs- en slotbepalingen.

Artikel 18.-

Voor de periode van 1 Juli 1948 tot 31 Maart 1950 genieten de beroepsmilitairen de kinderbijslagen, overeenkomstig hetgeen in artikel 13 van het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 voor het personeel der Rijksbesturen was bepaald.

Het maandelijks bedrag van het bij voornoemd artikel 13 bepaalde supplement bij de kinderbijslagen wordt voor het derde en het vierde kind onderscheidenlijk op 118,50 frank en 122,50 frank gebracht voor de periode van 1 Juli tot 31 December 1948.

Artikel 19.-

Voor de periode van 1 Juli 1948 tot 31 December 1949 genieten de weddetrekkende militairen de haardtoelage en de standplaatstoelage, overeenkomstig hetgeen in artikel 14 van het besluit van de Regent van 21 Juni 1949 voor het personeel der Rijksbesturen was bepaald.

Artikel 20.-

De militairen van lagere graad, die tijdens een periode van hun loopbaan bekleed geweest zijn met de graad van sergeant-foerier (wachtmeester-foerier), of met de graad van sergeant-majoor (opperwachtmeester), worden, voor het bepalen van hun wedde, geacht tijdens die periode onderscheidenlijk bekleed te zijn geweest met de graad van eerste sergeant

../...

(eerste wachtmeester) en van eerste sergeant-majoor (eerste opperwachtmeester).

Artikel 21.-

Bij het vaststellen van de bezoldiging van het beroepspersoneel der krijgsmacht en der rijkswacht wordt rekening gehouden met de dienst tijdens de krijgsverrichtingen van de oorlog 1940-1945 bij de geallieerde strijdkrachten gedaan, voor zover die dienst door de Minister van Landsverdediging als militaire dienst is erkend.

Artikel 22.-

Worden opgeheven :

1° het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 tot vaststelling van de bezoldiging der officieren en der weddetrekkende militairen van lagere rang van leger en rijkswacht, alsmede de besluiten van de Regent van 4 Januari, 2 April, 5 Juni, 17 Juni en 11 September 1947, van 24 Maart, 18 Augustus en 27 November 1948 en van 29 December 1949, die het wijzigen ;

2° de bepalingen van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurd reglement over de wedden, soldijen en allerlei vergoedingen, alsmede over de rechten van het personeel van het leger en de rijkswacht op toekenningen en verstrekkingen in geld en in natura, die strijdig zijn met de beschikkingen van dit besluit.

Artikel 23.-

Het besluit van de Regent van 21 Februari 1950, tot vaststelling van de bezoldiging der officieren en der weddetrekkende militairen van lagere rang bij de zeemacht, is opgeheven met ingang van 1 Maart 1950.

.../...

De berekening van de dienst, in artikel 3 van voornoemd besluit bedoeld, mag niet tot gevolg hebben dat een hogere bezoldiging wordt toegekend dan die, welke op 1 Februari 1946 bij toepassing van het bepaalde in het besluit van 8 Juli 1946 en op 1 Juli 1948 bij toepassing van het bepaalde in het tegenwoordig besluit zou zijn bekomen.

Artikel 24.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Juli 1948, behalve voor de zeemacht, waarop het eerst van 1 Maart 1950 van toepassing is.

De bepalingen van artikel 3 en van artikel 16, lid 2, van dit besluit hebben evenwel eerst uitwerking met ingang van 7 Januari 1950. Voor de periode van 1 Juli 1948 tot 6 Januari 1950 blijft het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 van toepassing op het voorwerp waarvoor die bepalingen gelden.

Artikel 25.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

TABEL I.

Weddeschalen.

A.Officieren.

B.Militairen van lagere graad.

1. Landleger, luchtmacht en zeemacht.

.....

2. Rijkswacht.

.....

C.Militaire aalmoezeniers.

Mij bekend om te worden gevoegd bij het besluit van de Regent van .....

TABEL II.

Gelijkstelling van de graden.

Landleger en luchtmacht.	Zeemacht.			Rijkswacht.
	Dekpersoneel.	Technisch personeel.	Personeel der diensten	
.....	.....	.....	. ...	.....

Mij bekend om te worden gevoegd bij het besluit van de Regent van .....

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président,
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
G.DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.